

Note n° 144 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 12 août 2026

Scandale : les plus malades sont rackettés

Le gouvernement impose en force, par décrets applicables dès 2026, sans aucun débat, en plein milieu de l'été et après la fermeture annuelle de l'Assemblée nationale, des mesures importantes de régression pour la santé :

- **Le doublement du plafond des franchises médicales et participations forfaitaires, de 100 à 200 euros.** La franchise médicale est la somme payée par chaque assuré, plafonnée à 50 € par an : 1 € par boîte de médicaments et par acte paramédical, 4 € par transport sanitaire. La participation forfaitaire, plafonnée à 50 € par an, est de 2 € par consultation médicale, par examen radiologique et par analyse de biologie médicale. Aujourd'hui, un·e patient·e ne peut pas payer plus de 100 euros par an pour les franchises et les participations. Ce seuil est doublé et va passer de 100 à 200 euros. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, y voit une demande d'effort aux personnes qui consomment trop, « qui achètent plus de cinquante boîtes de médicaments par an ou vont plus de vingt-cinq fois chez le médecin par an ». En fait, ce sont les personnes les plus malades, celles en affection longue durée (ALD) qui sont visées, les personnes les plus dépendant·es qui utilisent les transports sanitaires, les plus âgé·es qui développent plus de maladies, les malades du cancer, les diabétiques, les victimes d'AVC, les personnes atteintes d'une maladie psychiatrique de longue durée, d'une maladie neurodégénérative, les insuffisant·es cardiaques, respiratoires, rénaux, etc. La ministre tente de minimiser les conséquences : l'effort ne serait que de « 18 euros par an » et ne concernerait pas « 18 millions de Français », les mineur·es, les femmes enceintes et « les plus modestes » qui bénéficient de la complémentaire santé solidaire (C2S) ... en oubliant de dire que le taux de recours à la C2S n'est que de 56 % (voir note Unirs de janvier 2026) et que modeste signifie moins de 1 173 € pour une personne, soit moins que le seuil de pauvreté.

- **La baisse des remboursements** dentaires, des transports sanitaires et des médicaments soi-disant « les moins efficaces ». Ces remboursements par l'assurance-maladie, entre 1,5 et 1,7 milliard d'euros selon le calcul de la Mutualité française, seront transférés aux complémentaires santé : la dépense ne disparaît pas, les ménages la paieront toujours par une augmentation de la cotisation de leur complémentaire santé. Les inégalités d'accès aux soins augmentent. Pire, la dépense ne sera plus une cotisation en fonction des revenus, mais un tarif lié au risque et à l'âge (on est loin de l'esprit de la Sécurité Sociale à l'origine : à chacun·e selon ses besoins, à chacun·e selon ses moyens) !

Les patient·es sont l'unique variable d'ajustement des comptes de l'assurance-maladie, et qui seront encore incité·es à renoncer aux soins. Ces mesures s'ajoutent au ticket modérateur (la somme non remboursée par la Sécurité sociale) et à la généralisation des dépassements d'honoraires, peu ou pas remboursés par les complémentaires santé, qui concernent déjà 60 % des médecins, hors médecins généralistes, et ont coûté 4,7 milliards d'euros en 2025. Tout cela augmente les cotisations des complémentaires santé (+25 % en trois ans selon Que Choisir).

Le scandale concerne aussi la politique. Le gouvernement n'a aucune parole, il a réussi à faire voter le PLFSS 2026, à obtenir l'absence de vote contre du PS et des écologistes, en promettant de ne pas augmenter les franchises médicales ! Quels seront ses mensonges pour faire voter le PLFSS 2027 ? Celles et ceux qui diront alors qu'il faut faire confiance ne pourront pas prétendre qu'ils ne savaient pas !

Au-delà du scandale de la procédure par décrets, ce doublement fragilise encore davantage la Sécu et la solidarité, développe les complémentaires chères et inégalitaires, rackette les personnes les plus fragiles, les plus malades, dont souvent des personnes âgées qui ne « choisissent » pas d'être malades.

Pendant ce temps, les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 41,5 % au 1^{er} semestre 2026 par rapport à la même période de 2025 (le ruissellement se perpétue).

Il faut le partage des richesses, la mise en place du 100% Sécu et du zéro reste à charge pour la Santé et la Dépendance.

Les principales victimes du doublement des plafonds

L'examen des données officielles par Institut Santé (à voir en cliquant [ici](#)) montre un surcoût important pour 7 à 8 millions de personnes concernées (sur 48 millions soumis aux franchises et participations), surcoût réel de 100 € par personne concernée, 1/3 des plus de 68 ans atteignent déjà l'ancien plafond !

Les victimes sont les personnes les plus malades et les plus âgées, les patient·es dont le traitement est imposé par leur état de santé et encadré par des protocoles médicaux stricts :

- ▶ **Les personnes de 80 ans et plus**, qui consomment en moyenne plus de 100 boîtes de médicaments par an, dépassent déjà le nouveau plafond sur la seule pharmacie, avant même l'imputation de la moindre consultation, analyse médicale ou séance de soins infirmiers ou de kinésithérapie.
- ▶ **Les patient·es en affection de longue durée** (cancer, insuffisance rénale, insuffisance cardiaque...), dont le protocole de soins impose des dizaines de consultations, d'examen et de traitements chaque année, ont en moyenne deux fois plus de franchises et participations que les autres. Un·e patient·e sous chimiothérapie ou en dialyse atteint le nouveau plafond de 200 € dès les premiers mois de l'année.
- ▶ **Les retraité·es modestes** : la pension moyenne s'élève à 1 541 € nets par mois (1 180 € pour les femmes), et ces ménages consacrent déjà plus de 5,5 % de leur revenu à leur santé. Pour ces foyers, 100 € de dépenses de santé supplémentaires représentent une dépense qui réduit leur reste à vivre.

Ce doublement des plafonds peut se transformer en déficit pour la Sécu. Si 3 % seulement des patient·es étaient contraint·es à reculer ou renoncer à des soins, faute de moyens, et connaissaient une complication grave dans l'année nécessitant 5 jours d'hospitalisation, l'économie de 750 millions d'euros annoncée par le Gouvernement serait intégralement annulée et se transformerait en déficit net de 20,6 millions d'euros pour l'Assurance Maladie. Cette « économie » est donc une illusion budgétaire.



Les nouveaux seniors redéfinissent le bien vieillir

Les 55 ans et plus ont été sondés par Biovan-
cia et Ipsos bva, sur leur rapport au bien-
vieillir (à voir en cliquant [ici](#)).

Les résultats de cette étude bousculent les idées reçues :

- ▶ **Une génération qui se sent 14 ans plus jeune dans sa tête.** Cet écart de 14 ans entre l'âge réel moyen (67 ans) et l'âge ressenti (53 ans) démontre un état d'esprit globalement jeune et une dissociation forte entre l'âge civil et l'identité personnelle.
- ▶ **Sportive** : 78% se sentent en forme physiquement et 71 % bien dans leur tête, 25 % ont même un moral d'acier car ils et elles se sentent « très bien » mentalement, ce qui témoigne d'une forte positivité et d'un bien-être psychologique notable.
- ▶ **Heureuse** : 48 % affirment vivre « les plus belles années » de leur vie et ils et elles sont même 38 % à le penser parmi les plus de 75 ans ; 85 % se sentent « autonome » ; 66 % se sentent « entouré(e) » et 63 % se sentent « motivé·e ».
- ▶ **Fier et fière de leur âge** pour 90 %, et les 10 % qui mentent le font, pour la moitié d'entre eux, « pour correspondre à l'image » qu'ils et elles ont d'eux-mêmes. 92 % pensent que « le plus grand privilège de l'âge, c'est de pouvoir être pleinement soi-même ».
- ▶ **Insupportée par la phrase** « Ce n'est plus de votre âge » pour 77 %, et 61 % confient : « le mot « vieux ou vieille » me dérange quand on l'utilise pour parler de ma tranche d'âge ». 80 % pensent que « vu leur nombre aujourd'hui, les plus de 65 ans devraient être davantage visibles dans la publicité, les médias ».

Cette génération innove par rapport aux précédentes, elle assume pleinement son âge et en brise tous les stéréotypes et tous les tabous. Les étiquettes « inactifs et inactives », « senior·es », « retraité·es » sentent la pantoufle, elles ne correspondent plus à la réalité, car après 55 ans, la vie ne s'arrête plus, elle continue avec encore plus de liberté, encore plus d'énergie et encore plus de désir.

Cette génération ne demande pas qu'on la flatte. Elle représente déjà 17 millions de personnes et bientôt une sur quatre. Elle demande qu'on la regarde en face, 80% réclament une meilleure représentation des plus de 65 ans dans les médias et la publicité.

Guerres, paix, impérialismes, armement, désarmement, défense populaire...

Pour y réfléchir, l'Unirs a invité les militant·es à venir écouter et discuter avec Bernard Dréano du CEDETIM et Guillaume Ancel ancien officier et écrivain, lors du C.A. de l'UNIRS du 19 juin 2026.

Bernard Dréano du CEDETIM présente son organisation créée dans les années 1960 par des militant·es anticolonialistes. Les plus grosses manifestations dans les rues sur des questions de paix et de désarmement étaient alors les luttes contre les guerres coloniales, en particulier l'Algérie et le Vietnam, puis, à la fin de la guerre froide dans les dernières années 1980, lors de la « crise des euromissiles ». Il y a eu des débats dans ces mouvements sur les questions de paix, de sécurité, de défense, de désarmement, mais très peu de débat dans les partis de gauche et pas du tout dans toutes les gauches françaises.

La France a participé depuis 1961 à la guerre du Vietnam, aux guerres post-coloniales, à 19 guerres et 13 opérations de police internationale sous l'autorité d'instances multilatérales, en général l'ONU. Quand on pense guerre, on a un modèle en tête, la Première Guerre mondiale et la lutte contre la guerre était un objectif commun pour tout le mouvement ouvrier du début du XX^e siècle. Pourquoi ça a foiré ? Pourquoi les populations se sont engouffrées dans la guerre et pourquoi les anti-guerres ont été balayées en 24 heures en été 1914 ?

Les « **vieilles guerres** », dites westphaliennes, se font entre états, pour consolider un État en écrasant l'État d'à côté. Les États décident du début par une déclaration de guerre, puis de la fin par un traité de paix qui entérine les nouveaux rapports de force créés par la guerre. Aujourd'hui, il n'y a pas de traité de paix, au mieux un « **processus de paix** » comme celui qui dure entre Israël et Palestine depuis le début du conflit. Il y a de plus en plus de « **nouvelles guerres** », dans des pays affectés par des crises profondes, par des problèmes non réglés et par des divisions anciennes. La Yougoslavie a subi une « nouvelle guerre » de dislocation, venue de l'intérieur puis influencée de l'extérieur par des puissances impériales. L'Irak a combiné une « vieille guerre » contre une coalition internationale impérialiste et une « nouvelle » (guerre civile régionale). Le « terrorisme islamiste » perçu comme la grosse menace n'est jamais à l'origine d'une guerre civile mais se développe là où il y a déjà des décompositions intérieures, des guerres déjà en cours.

Autrefois la géopolitique était simple, des grandes puissances se battaient les unes contre les autres pour étendre leurs pouvoirs, puis négociaient entre elles, en lien avec le développement du capitalisme. La guerre froide opposait l'Ouest capitaliste avec un patron américain, et l'Est dit « socialiste » avec l'Union soviétique (et la Chine comme rivale interne), puis le « tiers monde » des peuples colonisés ou dominés qui aspirait à la décolonisation, la libération, la révolution. L'effondrement du camp « socialiste » a laissé place à un affrontement semblant être entre le nord et le sud, mais étant souvent entre les riches et les pauvres, entre les pays riches et les pays pauvres, puis entre les riches de tous les pays contre les pauvres de tous les pays.

En tant que progressistes, syndicalistes, associatifs, on était par principe contre l'armement et ce n'était pas la peine d'en discuter. On avait des tas d'idées et de revendications sur tout, sauf sur les questions militaires et de défense, considérées comme très compliquées et très secrètes, on se contentait de dire qu'on était contre la militarisation, le surarmement, etc.

Depuis l'âge de pierre, les formes de violence guerrière n'ont pas cessé d'évoluer et les guerres en cours accélèrent les révolutions technologiques. Les programmes d'armement se font sur 30 ou 40 ans, en imaginant ce que sera une guerre dans 40 ans. Mais les lobbies industriels et les états-majors sont toujours en retard d'une guerre. Les avions actuellement en service ont été conçus il y a 50 ans, pour neutraliser les avions équivalents soviétiques en face. Entre-temps, le champ de bataille principal est devenu celui des satellites de renseignement qui rendent transparent ce qui se passe au sol, les satellites Starlink dirigés par le fou furieux Elon Musk, la guerre cyber, la faculté de brouiller les communications de l'ennemi, où seuls les Américains, les Chinois et les Israéliens sont opérationnels. La technologie des drones est utilisée en 2020, les Arméniens pensent résister avec leur armement russe mais l'Azerbaïdjan les écrase en trois jours avec leurs drones ultra sophistiqués israéliens et turcs. Il faut tenir compte de toute cette évolution et des intérêts économiques qui sont derrière les marchands d'armes comme Dassault qui pense au futur avion qui va remplacer le Rafale, mais un futur avion est-il un besoin ? Faut-il un porte-avions ? La question est posée aux citoyen·nes.

Une dissuasion nucléaire ? L'équilibre de la terreur ? De nombreux pays disposent de l'arme nucléaire, est-ce raisonnable, avec un budget militaire contraint, d'y dépenser tous les ans un sixième de ce budget ? Est-ce que ça n'aurait pas été plus malin de développer des drones ? À quoi nous a servi la bombe française ? En France quand la première bombe explose, tous les partis d'opposition de l'époque sont contre, mais aujourd'hui les centristes, les communistes, les socialistes, LFI, Génération.s, les Verts sont pour, sans l'ombre d'un débat.

Guillaume Ancel est un ancien officier (20 ans d'armée) qui a publié plusieurs livres qui ont remis en cause l'action militaire et politique extérieure de l'État français, il a créé un site Internet : <https://nepassubir.fr/>

Il se réjouit d'avoir été invité à débattre des sujets de défense qui sont le fait de militaires qui ne disent jamais rien et d'un pouvoir politique enfermé à l'Élysée qui se garde bien d'en débattre. C'est anormal, la défense est un sujet de société. Il aimerait qu'on passe d'une culture du silence à une culture du débat dans laquelle les militaires apportent des éléments à la société française pour que les gens puissent débattre.

Sa génération de 1965 a connu la fin de la période où il fallait se préparer à se battre contre l'union soviétique, ce qui a entraîné la fin de l'armée de masse et sa transformation, sans débat politique, en une armée professionnelle très réduite pour des missions extérieures dont surtout il ne faut jamais parler, y compris en ramenant des morts. La guerre en Ukraine nous est arrivée en pleine gueule parce qu'on ne s'y attendait pas. La France ne peut pas participer à une telle guerre de haute intensité, car elle n'a que 15 jours de munitions et on n'a pas le matériel adapté.

Guillaume Ancel commente deux conflits semblables. Poutine et Trump au pouvoir de superpuissances ont cru pouvoir se passer du droit international et imposer leurs solutions par la force. Ils n'ont pas réussi.

La guerre d'invasion de Poutine en Ukraine a commencé en 2022. Poutine cogne sur les Ukrainien·nes jusqu'à ce qu'ils capitulent et il n'y arrive pas. Les Ukrainien·nes ont compris qu'ils ne feraient jamais masse en hommes et en chars face à l'armée soviétique, ils ont développé des armes nouvelles avec une technologie avancée, des drones, en faisant travailler des réseaux de toutes petites start-up quasiment en réseau qui ont été imposées aux militaires. La mafia russe qui dirige le pays veut absolument garder le pouvoir, elle s'inquiète parce que la guerre et les sanctions lui ont coûté très cher, elle peut faire porter le chapeau à Poutine et le tuer. La seule perspective de Poutine est d'ouvrir une négociation sans rapport de forces, il joue sa vie et son existence. Son économie de guerre ne peut pas s'arrêter sans provoquer une crise, il pourrait envahir rapidement un petit pays balte, sans craindre une impossible réaction rapide de l'Europe, et dire ensuite « c'est à nous ».

La guerre de Trump contre l'Iran est un échec. Trump cogne énormément et il n'obtient rien du tout. Trois obstacles s'opposent à la paix :

- **Les ultras, les féroces, les jusqu'au boutistes gardiens de la révolution** ont pris le pouvoir, ont capté près de 80 % de l'activité économique, mais n'ont le soutien que de 20 % de la population iranienne qui les lyncheraient s'ils perdaient le pouvoir. La population est la plus pauvre de la région, mais devrait être richissime avec le pétrole. Les gardiens iront jusqu'au bout, ils tentent de faire échouer l'accord.
- **Le deuxième ultra dangereux est le Hezbollah au Liban**, une milice iranienne de la partie la plus conservatrice des gardiens de la révolution, qui veut maintenir à tout prix la guerre contre Israël.
- **Le troisième est Netanyahu**, qui sait que si la guerre s'arrête, il finit devant un tribunal et en prison. Il ne vit que de la guerre, ses militaires continuent à avancer au Liban. Netanyahu et Hezbollah, sont les meilleurs ennemis qui s'entretiennent.

Guillaume Ancel se dit effondré quand il entend les débats sur la défense de l'Europe où on commence à dire qu'il faut mettre 10 ou 30 milliards de plus. Ce n'est pas ça le sujet. Le sujet, c'est qu'il faut commencer par rassembler nos systèmes de défense et arriver ainsi à une taille qui en fait la deuxième armée du monde, sans consacrer un rond supplémentaire.

La sociologie de notre défense, c'est une société qui, à 97 % en France, n'a plus aucune connaissance militaire. Donc on peut lui raconter n'importe quoi, elle est obligée de croire sur parole.

Une garde de volontaires : l'armée professionnelle est bien formée, bien entraînée et bien dirigée, mais elle est trop petite. Il faudrait un maillon entre cette armée et la population, une garde de volontaires, dont une moitié de femmes, ayant appris les compétences de base pour pouvoir être utile le jour où il se passe quelque chose, une catastrophe climatique, un grand événement comme les Jeux olympiques ou un conflit.

Dernière minute : la menace de gel des pensions se précise

« *Fin de l'indexation des pensions sur les prix ?* », c'était le titre du premier article de notre note mensuelle du mois dernier, en précisant que c'était ce que préconisait le CSR, Comité de suivi des retraites.

La menace se précise, le premier ministre, Sébastien Lecornu, et le ministre de l'Économie, Roland Lescure, en ont parlé lors de la séance des questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale le 21 juillet 2026. Ils viennent de préciser à la presse qu'ils étudiaient la désindexation de l'inflation pour « les pensions de retraite les plus élevées ». Le premier ministre regardera toutes les possibilités d'économies « à la fin du mois » d'août, puis les projets de loi de finances et de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2027, seront présentés le 30 septembre.

Quoi de plus normal que de compenser l'inflation en revalorisant les retraites ? Mais le gouvernement considère que c'est un coût 6 milliards d'euros par an. Une forte action des retraités s'impose à la rentrée sociale !